

505 LN 115 13

4231

(1939)

ARCHIVES

Prime de gestion - Appréciations parlementaires
sur les résultats qu'auront sur cette prime les majorations
tarifaires et la réduction de l'impôt sur les transports

Rapport FROT (Budget 39- ch. de fer) Ch. n° 4449

Extrait du rapport Trot sur le budget de
Dépense 1939 (chemin de fer)

(Doc. parl. Chambre N° 4449.) p. 80

PRIMES

2° La disparition des primes d'exploitation.

Le non-rétablissement de l'équilibre financier de l'exercice entraînera la disparition de fait des primes d'exploitation prévues par l'article 36 de la convention en faveur des administrateurs et du personnel de la Société nationale. Sans insister sur le mode de calcul de ces primes, signalons, en effet, qu'un des éléments de ce calcul est le montant total des recettes augmenté de l'impôt sur les transports. Or, l'une des mesures — et la plus importante — prise pour réduire le déficit prévu a consisté à majorer les recettes tarifaires en réduisant corrélativement le produit de l'impôt sur les transports voyageurs, de telle sorte qu'elle est de nul effet pour le calcul de la prime d'exploitation.

Cette conséquence de la non-exécution de l'article 18 a été passée sous silence; elle est, du point de vue juridique, particulièrement grave. En effet, ainsi que l'a souligné fort justement M. Pomaret dans son rapport précité, les primes d'exploitation constituent le seul élément par lequel se traduit le caractère véritablement social de l'organisme institué par la convention du 31 août 1937. Leur disparition — si elle devait se prolonger — rapprocherait donc davantage encore la Société nationale des caractères d'un véritable office. Ajoutons que la revalorisation des primes de gestion, qui avaient déjà pratiquement disparu du régime financier de 1921, avait été l'un des objectifs essentiels du nouveau régime.